

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS Cedex

Nevers, le 22/07/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES ET MATERIAUX**

Picampoix  
58800 Sardy-lès-Épiry

Références : 240357

Code AIOT : 0005400431

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX implanté Picampoix 58800 Sardy-lès-Épiry.

La présente inspection a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel d'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES ET MATERIAUX
- Picampoix 58800 Sardy-lès-Épiry
- Code AIOT : 0005400431    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La carrière de Sardy-les-Epiry, dite "carrière de Picampoix", exploitée par la société Carrières et Matériaux, est une carrière de roche massive à ciel ouvert autorisée à exploiter depuis 1974.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites des inspections 2022 et 2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 7.6.2		Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
5	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis		Demande de justificatif à l'exploitant	15 Jours
7	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.2	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
8	Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.3	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 Mois
9	Transport	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.6		Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
11	Définition générale des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 7.6.1		Demande d'action corrective	3 Mois
13	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.1.1	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 Mois
16	Eaux de procédé des installations et bassins de décantation	Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.3.2	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 Mois
17	Demandes de l'inspection des installations classées	Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 2.2	Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
18	Stockage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 2.4.6	/	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fréquences et modalités de l'auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 9.2.3.2		
3	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I		
4	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis		
6	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.1.2		
10	Registre	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.7		
12	Actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 1.6.5		
14	Collecte des effluents liquides - dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.2.1	Lettre de suite préfectorale	
15	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.2.2	Lettre de suite préfectorale	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu en partie aux demandes des inspections de 2022 et 2023. Des actions correctives et des justificatifs sont cependant encore attendus.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - /
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/11/2022</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'APAVE est venue sur site vers octobre 2023 pour un audit sécurité incendie, le rapport en date du 27/10/2023 a été donné à l'inspection au cours de la présente inspection.</p> <p>Trois observations concernant des anomalies constatées figurent au rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- absence de repérage et/ou appareils non visibles dans l'atelier de soudure et le garage,</li><li>- mauvaise implantation d'un appareil dans le garage,</li><li>- revoir la liste des appareils encore présents sur le site, ainsi que l'intégralité des plans et des implantations.</li></ul> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'avoir corrigé ces anomalies.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit corriger les anomalies constatées par l'APAVE et faire constater sa mise en conformité.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites


**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 Mois

## N° 2 : Fréquences et modalités de l'auto-surveillance


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 9.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - /
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/11/2022</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés annuellement (en période de hautes eaux).</p> <p>Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Le niveau piézométrique en cotes NGF est relevé à chaque prélèvement. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection de 2022 avait constaté l'absence de conversion des niveaux d'eau en niveau NGF.</p> <p>Le tableau de suivi des mesures d'altitude piézométriques a été présenté à l'inspection, la conversion en mètres NGF demandée a été faite.</p> <p>La demande faisant suite à l'inspection du 07/11/2022 est par conséquent soldée.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 3 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/11/2022</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <p>- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.</p> <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le plan de gestion des déchets mis à jour a été transféré à l'inspection le 22/02/2023, celui-ci intègre les boues et leur zone de stockage.</p> <p>La demande faisant suite à l'inspection du 07/11/2022 est par conséquent soldée.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>




#### N° 4 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/11/2022</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <p>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le plan de gestion mis à jour a été transmis à l'inspection le 22/02/2023.</p> <p>La demande faisant suite à l'inspection du 07/11/2022 est par conséquent soldée.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 5 : Plan de gestion des déchets – surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/11/2022</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <p>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant indique qu'un contrôle visuel est effectué de manière hebdomadaire. Cette mention est précisée dans le plan de gestion.</p> <p>La demande faisant suite à l'inspection du 07/11/2022 est par conséquent soldée.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit être en mesure de justifier de ces contrôles.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 Jours

## N° 6 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - /
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/11/2022</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Les déchets inertes et les terres non polluées ne résultant pas du fonctionnement de la carrière sont interdits sur le site.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <p>[...]</p> <p>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées,</p> <p>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol,</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Le plan de gestion des déchets a été mis en cohérence avec l'arrêté préfectoral du 18/12/2015 et prévoit des analyses annuelles de la qualité des eaux souterraines.</p> <p>La demande faisant suite à l'inspection du 07/11/2022 est par conséquent soldée.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 7 : Séparation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - /
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/11/2022</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.</p> <p>Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.</p> <p>Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du Code de l'environnement et R. 543-40 du Code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).</p> <p>Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-127 à R. 543-135 du Code de l'environnement, relatifs à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.</p> <p>Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du Code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-196 à R. 543-201 du Code de l'environnement.</p> <p>Les déchets souillés d'hydrocarbures sont stockés sur aire étanche et à l'abri des intempéries.</p> <p>Les quantités de métaux ferreux et d'alliages de métaux sont limitées au strict besoin de la carrière.</p> <p>En tant que de besoin, un parc à ferrailles peut être aménagé sur le site en dehors des zones d'exploitation autorisées par</p>

le présent arrêté. Ce parc respecte les dispositions de l'article 2.8.2 précédent et de l'article 5.2.3 suivant.

La surface de stockage des déchets de métaux ferreux et d'alliages de métaux ne dépasse en aucune manière 100 m<sup>2</sup>.

**Constats :**

Depuis l'inspection de 2022, un tri entre les déchets et les pièces réutilisables a été fait. Les déchets de ferrailles, en particulier ceux issus des opérations de maintenance, sont stockés dans une benne et une deuxième benne est à disposition pour les autres déchets.

La surface de stockage de déchets métalliques est inférieure à 100 m<sup>2</sup>.

Cependant, la surface totale de stockage de pièces métalliques est estimée supérieure à 1 000 m<sup>2</sup> et la note déchet BPGD-22-041 (version du 27/04/2022) précise : "Sont concernées par cette rubrique [2713] les installations accueillant des métaux ou des alliages de métaux qu'ils aient ou non un statut de déchet."

Concernant, les autres déchets, la visite du site a permis de mettre en évidence encore la présence de quelques déchets répartis sur le site. En particulier, des traverses de chemin de fer ont été observées à plusieurs endroits. Un constat similaire avait déjà été établi lors de l'inspection de 2020 où des traverses avaient été observées près de la voie ferrée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit évacuer ses déchets vers les filières appropriées et devra le justifier auprès de l'inspection.


**Respect de la prescription :** 


**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 Mois

## N° 8 : Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - /
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/11/2022</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les stockages de déchets de ferrailles sont stockés dans des bennes à l'air libre et non protégés des eaux météoriques.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - /
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lors de la visite d'inspection du 07/11/2022</li> <li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li> <li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005, relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.</p> <p>Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-61 du Code de l'environnement, relatifs au transport par route, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Depuis l'inspection de 2022, la liste des transporteurs de déchets a été établie et transmise à l'inspection le 25/06/2024.</p> <p>Le registre des déchets pour l'année 2023 a été vérifié :</p> <p>4 lignes sont apparues incomplètes, 2 concernant les déchets de bois et 2 des déchets d'emballages en mélanges. La ligne concernant les déchets du séparateur d'hydrocarbures est apparue sans la date de l'élimination de ces déchets, cela a été complété au cours de l'inspection.</p> <p>Par sondage, le BSD- 20230817-7E79MJWNY a été vérifié et est apparu incomplet, il manque la partie réservée à l'éliminateur.</p> <p>Il apparaît également que les déchets pris en charge par le prestataire SUEZ Nevers ne présentent pas de transmission de BSD, des informations d'élimination des déchets sont manquantes.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit être en mesure de tracer les déchets qu'il produit jusqu'à leur élimination ou leur valorisation.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais : 1 Mois**




## N° 10 : Registre


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 5.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - /
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/11/2022</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient à jour un registre chronologique de production et d'expédition des déchets dangereux dont le contenu est fixé dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005, en application des articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement, relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs.</p> <p>Un registre chronologique de l'origine, de l'expédition et du traitement des déchets non dangereux doit également être tenu à jour, conformément à l'article 2 du décret susvisé.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le registre des déchets dangereux de 2023 a été montré à l'inspection. Il est apparu complet.</p> <p>La demande faisant suite à l'inspection du 07/11/2022 est par conséquent soldée.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 11 : Définition générale des moyens d'intervention


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 7.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - /
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/11/2022</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.</p> <p>L'établissement dispose, à une distance maximale de 400 m, d'une réserve d'eau incendie d'un volume minimal de 120 m<sup>3</sup>. Cette réserve doit être accessible, par tous les temps, aux engins de secours. Si elle est constituée par un bassin, celui-ci devra avoir une profondeur minimale d'un mètre.</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite à l'inspection de 2022, le SDIS est venu le 22/08/2023 afin de vérifier les ressources en eau du site.</p> <p>Le rapport du SDIS a été transmis à l'inspection le jour de la présente visite.</p> <p>Ce rapport présente quelques observations et fait les propositions suivantes :</p> <p>Zone 1 : L'existence de bassins avec un volume pérenne dans l'enceinte du site permettrait la création de points d'eau d'incendie pour les aménagements adaptés (aire d'aspiration + colonne d'aspiration si nécessaire).</p> <p>Zone 2 : Création d'un point d'eau d'incendie, soit par un poteau débitant 60 m<sup>3</sup>/h utilisables pendant 2 heures, soit par une citerne de volume de 120 m<sup>3</sup>.</p> <p>Zone 3 : En raison du risque faible il n'est pas nécessaire de créer un point d'eau d'incendie spécifique à la zone. Néanmoins, l'aménagement d'un point d'eau naturel existant au cœur de la carrière pourrait être une plus-value et un complément pour les secours en cas d'incendie.</p> <p>L'implantation de ce point d'eau d'incendie devra être faite conformément à l'arrêté préfectoral n° 2016-SDIS-30 du 18 avril 2016 relatif au RDDECI et plus particulièrement des fiches techniques n° 1 pour un hydrant et n°s 4, 8, 8.1 et 12 pour une réserve.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la prise en considération des propositions du SDIS.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit prendre en considération les observations et propositions du SDIS concernant la défense incendie du site.</p>

<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois

## N° 12 : Actualisation des garanties financières


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 1.6.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - /
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/11/2022</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01,</li><li>• lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à cinq ans. L'actualisation est alors réalisée dans les six mois qui suivent cette augmentation.</li></ul> <p>L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les garanties financières à jour ont été transmises à l'inspection le 26/01/2023.</p> <p>La demande faisant suite à l'inspection du 07/11/2022 est par conséquent soldée.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 13 : Origine des approvisionnements en eau


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/09/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les eaux utilisées pour le lavage des matériaux sont pompées dans le bassin de décantation des eaux de ruissellement. Un prélèvement complémentaire est réalisé dans le trop plein du canal du Nivernais. Ce prélèvement est limité aux quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 20 000 m<sup>3</sup> en prélèvement maximal annuel,</li><li>- débit maximal horaire 30 m<sup>3</sup> et journalier 210 m<sup>3</sup>.</li></ul> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Pour chaque dispositif, l'exploitant tient à jour un registre des prélèvements d'eau qu'il renseigne mensuellement.</p> <p>Un ou des disconnecteurs à zone de pression réduite ou autre dispositif d'efficacité équivalente sont installés afin d'isoler les réseaux d'eau du site raccordés au réseau d'adduction d'eau publique. Cet ou ces équipements doivent faire l'objet d'un contrôle annuel. Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Depuis l'inspection de 2022, l'exploitant n'est toujours pas en mesure de comptabiliser la quantité d'eau qu'il consomme.</p> <p>Un seul compteur est présent entre le bassin et la SOTRES (point regroupant les rejets). L'exploitant prévoit d'installer environ 15 compteurs sur l'ensemble de son réseau afin de suivre sa consommation. Le plan de ce projet a été montré à l'inspection.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit être en mesure de quantifier sa consommation d'eau.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

#### N° 14 : Collecte des effluents liquides - dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/09/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent chapitre et au 4.3 ou non-conforme à leurs dispositions est interdit.</p> <p>À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le plan des réseaux a été fourni à l'inspection a posteriori de la présente visite. Ce plan n'appelle pas d'observation.</p> <p>La demande faisant suite à l'inspection du 07/11/2022 est par conséquent soldée.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 15 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/09/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation ;</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>- les ouvrages de toutes sortes</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Le plan des réseaux à jour a été fourni à l'inspection.</p> <p>La demande faisant suite à l'inspection du 07/11/2022 est par conséquent soldée.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>




## N° 16 : Eaux de procédé des installations et bassins de décantation


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/09/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les eaux de procédé doivent être intégralement recyclées et circulent en circuit fermé.</p> <p>Le rejet direct, sans traitement, des eaux utilisées dans les installations de lavage des matériaux sont interdits à l'extérieur du site. Ces eaux sont collectées séparément et recyclées. Le circuit de recyclage doit être conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel, doit être prévu.</p> <p>Les eaux de lavage des matériaux transitent dans plusieurs bassins de décantation. Lorsque les matières en suspension sont décantées, elles sont dirigées vers le bassin d'eau claire où elles sont pompées pour être réintroduites en fabrication.</p> <p>Les bassins de décantation doivent être réalisés de sorte à ne pas avoir d'influence sur la nappe phréatique située à leur aplomb.</p> <p>Afin de garantir un meilleur taux de recyclage des eaux, l'exploitant met en place :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des bassins de décantation étanche ;</li><li>- un système de traitement permettant une meilleure floculation des boues (acrylamide).</li></ul> <p>Le taux de recyclage des eaux doit être au minimum de 80 %. Pour s'assurer de ce taux, l'exploitant met en place un dispositif de mesure totalisateur sur la pompe du bassin d'eau claire. Il tient également à jour mensuellement un registre de la consommation des eaux pompées dans le bassin d'eau claire et des eaux d'appoint (cf. article 4.1.1).</p> <p>Les bassins de pompage et décantation sont protégés par des merlons pour éviter l'introduction d'eaux de ruissellement et toute pollution externe. Ces bassins ne reçoivent que les eaux propres et eaux de process à l'exclusion de toutes autres.</p> <p>Le surplus des eaux du bassin d'eau claire est évacué par gravité dans le ruisseau de Sardy.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant est en attente de la mise en place des compteurs d'eau (cf point de contrôle précédent) afin de quantifier le taux de recyclage des eaux de process.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit être en mesure de quantifier le taux de recyclage des eaux de process.</p>
<p><b>Respect de la prescription :</b> </p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 Mois</p>

## N° 17 : Demandes de l'inspection des installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre - Prélèvements et analyses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/09/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures sonores de l'installation. Ils seront réalisés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation des installations classées. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a proposé le protocole suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• mise en place de trois préleveurs automatiques : un en amont, un au niveau de la carrière et un en aval du site sur le ruisseau de Sardy pour mesures des MES et de la turbidité,</li><li>• prélèvements toutes les heures pendant 24 heures,</li><li>• réalisation de plusieurs campagnes de 24 heures à différentes périodes de l'année afin de supprimer tout biais d'échantillonnage et d'être représentatif de l'activité de la carrière.</li></ul> <p>Les 3 préleveurs ont été mis en place sur 24 h les 27 et 28 février 2024. L'exploitant envisage de refaire également une mesure en période sèche.</p> <p>Le rapport d'analyse a été transmis à l'exploitant et comportait des erreurs, il a donc été renvoyé au prestataire ANALYCO.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant devra transmettre le rapport d'analyse à l'inspection dès réception.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

## N° 18 : Stockage des matériaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 2.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté un envol de poussières conséquent provenant des tas de stockage de matériaux. Aucun dispositif n'est en place pour empêcher cet envol de poussières.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter les émissions et les envols de poussières.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois